

Mesdames, Messieurs,

Mes chers compatriotes,

Vous avez sans doute été informés des négociations en cours sur le Pacte d'avenir pour la Guyane entre l'Etat et la Collectivité territoriale de Guyane.

Depuis quelques semaines, de nombreuses voix se sont fait entendre au sujet de ce document. Un débat public s'est instauré, que je trouve personnellement tout à fait salubre, d'une part en ce qu'il permet à chacun de s'exprimer et de s'approprier cette problématique cruciale pour l'avenir de notre territoire ; et d'autre part, parce qu'il m'a permis de prendre conscience de l'insuffisance de notre démarche d'explication vis-à-vis de la population.

L'élaboration d'un pacte d'avenir entre l'Etat et la CTG n'est pas tombée du ciel. Elle a pris corps à l'occasion d'un déplacement du Président de la République en décembre 2013, qui, après échange avec l'ensemble des grands élus de Guyane, et au vu des problématiques hors-normes dont il a lui-même pu faire le constat, s'est engagé, lors de son allocution solennelle à l'Hôtel de Ville de Rémire-Montjoly, à proposer un plan de redressement et d'investissements exceptionnel destiné à accompagner la future (à l'époque) Collectivité territoriale de Guyane dans ses missions au service de l'aménagement et du développement du territoire.

Sitôt la CTG mise en place en janvier 2016, les échanges informels qui avaient été engagés entre la Région et les différents ministères concernés ont laissé place à des discussions officielles au plus haut niveau de l'Etat ainsi qu'à Matignon. Un document a été élaboré et a été mis en discussion dans le cadre d'une concertation des grands élus de Guyane (Assemblée de Guyane, Parlementaires, Maires). Il en est ressorti une version équilibrée, à la fois ambitieuse et réaliste, prenant en compte l'ensemble des problématiques urgentes du pays et ouvrant des perspectives en termes de commande publique et d'investissements susceptibles de dynamiser les filières économiques tout en tenant compte de la réalité économique d'un Etat lui-même en situation de crise financière.

Il n'a toutefois jamais été question pour nous, sur la base de cette seconde version du Pacte, d'engager un bras de fer avec l'Etat, un « tout ou rien » qui aurait été, je le concède bien volontiers, non seulement irrespectueux vis-à-vis du Président de la République et des ministres engagés dans l'élaboration de ce document, mais aussi irresponsable vis-à-vis de la population guyanaise.

C'est pourquoi je tiens à condamner ceux qui, en l'état actuel des discussions, tentent de nous faire passer, moi et ma majorité à la CTG, mais aussi l'ensemble des Maires de Guyane et tous ceux qui nous soutiennent, pour des personnes jusqu'au-boutistes, prêtes à faire perdre à la Guyane un certain nombre d'acquis dans le fol espoir de satisfaire des revendications qui seraient excessives ou disproportionnées.

Je vous demande, mes chers concitoyens, de me faire absolument confiance sur ce point : la version du document que l'Etat nous presse de signer ne répond que de manière largement partielle, et en tout état de cause, notoirement insuffisante, au minimum de ce dont pourrait

avoir besoin la Guyane pour amorcer ce cercle vertueux de relance économique et de créations d'emplois que nous appelons de nos vœux.

Cette 3^e version, qui se voulait un arbitrage de l'Etat suite à la version amendée des élus de Guyane, n'a eu en réalité d'autre objet que de vider celui-ci de sa substance, et d'en différer les rares opérations conservées faisant l'objet d'un engagement financier au prochain Contrat de plan Etat-Région pour la période 2020-2025. Autrement dit, hormis le doublement du pont sur la Rivière de Cayenne (toutefois amputé d'une véritable deux fois deux voies entre Balata et Tonate susceptible de donner tout son sens à cette réalisation), ce document ne contient en réalité aucun engagement financier exceptionnel, en dehors des programmes d'investissements normaux que l'Etat effectue dans toutes les régions de France à des périodes prédéfinies.

Force est de constater que la « situation exceptionnelle » qu'avait constatée le Chef de l'Etat lors de sa visite chez nous, et qui appelait, selon ses dires, une « réponse tout aussi exceptionnelle », ne trouve nullement sa traduction dans le document qui nous est proposé. Se lier à long terme avec l'Etat sur la base de ce document reviendrait donc purement et simplement à enfermer la Guyane dans une relation d'exigence minimaliste et totalement déconnectée de la réalité vis-à-vis des prochains gouvernements, avec lesquels nous serions dès lors en incapacité de négocier quoique ce soit dans la mesure où ils ne manqueraient pas - et à juste titre - de nous renvoyer systématiquement à ce document que d'aucuns, y compris en Guyane, souhaiteraient paradoxalement me voir signer en l'état

Je l'ai dit, et je le répète : signer ce document, reviendrait, selon moi, à purement et simplement brader la Guyane. Et cela, il n'en est pas question !

Entre contraindre la Guyane dans un canevas aussi étroit et insuffisant pour les 5 à 10 prochaines années et conserver une marge de négociations avec le prochain gouvernement dans le but d'obtenir des engagements davantage satisfaisants, je n'ai pas encore tranché. Mais je préfère pour l'heure me réserver la possibilité de lever la seconde option, sauf à ce que le Chef de l'Etat et ceux qui le conseillent révisent leur proposition et nous fassent parvenir dans les jours qui viennent une nouvelle version du document qui satisfasse *a minima* les urgences prioritaires du territoire. Auquel cas il va de soi que prendrai mes responsabilités et que je ne manquerai pas de signer ce document.

On ne cessera de le répéter : la Guyane, c'est un territoire aux potentialités immenses, mais freiné dans son développement par des retards infrastructurels qui n'auraient sans doute été tolérés dans aucun autre territoire de France, Outre-mer compris ! C'est le seul territoire où plusieurs milliers de ses habitants n'ont toujours pas l'eau potable ni l'électricité ; le seul territoire où plusieurs dizaines de milliers de ses habitants n'ont pas la possibilité de se déplacer sans entraves ; le seul territoire disposant de plus de 1000 kilomètres de frontières absolument incontrôlées, franchies quotidiennement tant sur terre que sur mer par une multitude de nombreuses personnes avides de piller ses richesses, qu'elles soient minières, halieutiques, ou autres ; le seul territoire où l'insécurité progresse chaque jour, avec des niveaux de violence et une criminalité y compris envers les forces de l'ordre sans commune mesure avec ce qui se passe ailleurs ; le seul territoire où l'offre de soin suit une courbe diamétralement inverse de celle de la

démographie, tant en qualité qu'en quantité ; le seul territoire où l'offre énergétique soit si insuffisante qu'elle constitue un frein à l'implantation d'entreprises susceptibles de générer de la croissance économique et de l'emploi ; le seul territoire où des enfants sont contraints, dès l'adolescence, voire la préadolescence, d'être déracinés de leur famille, de leur culture, et de leur mode de vie, afin de pouvoir suivre une scolarité qui, fort souvent, se déroule dans des conditions de fait très difficiles, pour aboutir à des situations d'échec et d'exclusion ; le seul territoire enfin qui risque, dès ces prochaines années, de ne pas être en capacité d'assurer la rentrée scolaire de plusieurs centaines d'élèves, faute d'établissements en nombre suffisant, notamment les collèges et les lycées ; etc.

Je tiens donc à rassurer tous ceux qui nous soutiennent, et à leur faire savoir que ma majorité et moi ne céderons pas sur nos revendications qui me semblent d'autant plus légitimes qu'elles ne sont que la traduction d'engagements pris par le Président de la République en personne.

Quant à ceux qui m'enjoignent à signer le Pacte en l'état, je leur demande au contraire de venir nous rejoindre et de faire bloc avec nous afin d'infléchir la position de l'Etat et d'obtenir de lui qu'il tienne ses engagements.

Une Guyane rassemblée est une Guyane plus forte, plus sûre d'elle, et mieux armée pour défendre ses intérêts et ceux ses concitoyens ; quand une Guyane divisée est au contraire une Guyane condamnée à l'échec, au repli sur soi, et au sacrifice d'une ou plusieurs générations de ses enfants. En tout cas, ne comptez pas sur moi pour être le Président d'une Guyane timorée, craintive, et qui ne se satisferait que de miettes !

Je respecte tous les points de vue. Mais j'estime que nous avons déjà largement brûlé tous nos jokers, et que nous ne pouvons plus nous payer le luxe d'hypothéquer l'avenir de notre territoire avec un plan de développement en trompe-l'œil, comme la Guyane n'en a malheureusement que trop connu par le passé.

Le Président de la CTG

Rodolphe Alexandre